

Les grandes puissances vues du Moyen-Orient

Vues du Moyen-Orient, les grandes puissances paraissent plus grandes que nature. L'incapacité des acteurs locaux à résoudre les conflits qui les opposent, leur sentiment que le Moyen-Orient est pénétré par les puissances étrangères jusqu'à devenir « une zone internationale », leurs appels constants à l'aide extérieure ouvrent la voie aux interventions de ces mêmes puissances (et à quelques autres, moyennes), ou à tout le moins, à leurs ingérences. Quitte à s'en plaindre ensuite, il paraît souvent préférable d'être combattu par une grande puissance que d'être ignoré par elle : ainsi acquiert-on une « stature internationale » très appréciée, semble-t-il, de l'opinion publique interne.

Il n'en demeure pas moins hasardeux de généraliser. Y-a-t-il une vue arabe des grandes puissances ? Ne court-on pas le risque de présenter comme un monolithe, la vision d'une vingtaine d'acteurs étatiques « souverains », sans parler des partis, des milices et autres mouvements de libération ? Ou faut-il prendre au sérieux, plus que toute logique ne le permettrait, les déclarations officielles de la Ligue arabe, supposée détenir le secret d'un hypothétique consensus ?

Il y a d'ailleurs là un autre risque, non moins grave, celui de confondre trois niveaux distincts : ce que les gouvernements arabes font, ce qu'ils croient faire, et ce qu'ils disent faire sur la scène internationale. L'entreprise devient encore plus hasardeuse lorsque ce que l'on voit se confond subrepticement avec ce que l'on croit, et que l'on finit par faire dire à des Arabes, devenus aphones à force de généralisations conceptuelles, ce que l'on a soi-même envie de dire.

S'il est possible de dépasser ces difficultés évidentes, c'est qu'il s'est développé un discours arabe dominant sur les grandes puissances qui sera d'abord rappelé ici. Ce discours sera ensuite confronté à ses nombreuses critiques puis à quelques situations contemporaines. On tentera, dans un troisième moment, de proposer quelques conclusions plus générales.

Le discours

Le discours arabe dominant a été construit, dans une large mesure, par les dignitaires du régime nassérien (1952-1970) en Egypte. De là, il a essaimé dans l'ensemble de la région. C'est, pour une grande part, un discours élaboré a posteriori, après l'effilochement de ce régime et le départ de ses dignitaires à la retraite, mais qui puise inlassablement dans l'inspiration de Nasser (ses initiatives les plus spectaculaires, ses formules lapidaires). C'est aussi un discours ambigu : à la fois descriptif de l'expérience nassérienne et normatif en ce qu'il prétend poser ce que l'attitude des Arabes devrait être. C'est un discours d'origine surtout égyptienne, mais qui s'est généralisé du fait de l'audience privilégiée dont ont joui, jusqu'à aujourd'hui, les dignitaires nassériens dans les publications arabes.

Ce discours est repris par de jeunes chercheurs de l'université du Caire ou du Centre d'études stratégiques d'*Al-Ahram*. Leurs thèses de doctorat, leurs articles dans la presse pan-arabe tendent en général à rationaliser (sans doute plus que de raison) l'expérience nassérienne et contribuent ainsi à en faire implicitement une sorte de code de conduite du dirigeant arabe dans ses relations avec les grandes puissances.

Cet objectif politique est encore plus ouvertement recherché par la génération des nassériens eux-mêmes. Ceux-ci écrivent leurs mémoires, retracent autour de thèmes particuliers (comme les relations avec l'Afrique ou avec l'URSS), des événements auxquels ils ont activement participé, et se piquent quelquefois même de théoriser. Le résultat n'est pas également probant : Amin Huwaydi (ancien chef des renseignements, ministre de la Défense pour une courte période) est bien trop prolix. Muhammad Fayeç (ancien ministre de l'Information, et chef des néo-nassériens d'aujourd'hui) est peu critique. Muhammad Shuqayr (ancien président du Parlement) a un penchant excessif pour l'analyse juridique. Murad Ghaleb (ambassadeur à Moscou pendant plus d'une décennie) est limité par l'angle étroit des relations bilatérales égypto-soviétiques.

Muhammad Hassanein Heikal occupe, bien entendu, une place à part. Il est à la fois, un idéologue, un confident de Nasser, et surtout son historiographe. Sa formation journalistique et le succès constant de ses ouvrages expliquent sa prolixité, et les formules à l'emporte-pièce dont il a le secret (en anglais, son analyse est plus fine et son discours plus ramassé). Après maints ouvrages écrits rapidement, à chaud, comme *Que s'est-il passé à Suez?* ou *La route vers la guerre de Ramadan* (1973), Heikal produit des monographies thématiques, sur les relations de l'Égypte avec l'URSS : *le Sphinx et le Commissaire* (où il énumère les « Dix Commandements » à observer quand on traite avec les dirigeants soviétiques), ou sur la fin tragique de Sadate : *L'automne de la colère*. Il en est à présent (avec l'aide d'une grande équipe) à rédiger une histoire monumentale de la période nassérienne, qui promet de remplir plusieurs milliers de pages (le premier volume est sorti en 1986).

La vision nasséro-heikalienne du système international domine cet ensemble de publications. Elle a été résumée dans un court article paru dans *Foreign Affairs* en juillet 1978 (« Egyptian Foreign Policy »). Selon Heikal, l'Occident a toujours perçu le monde arabe comme un espace géographique, trop vulnérable à l'influence extérieure, notamment soviétique. Le nationalisme arabe, de son côté, a une vision plus culturelle et plus historique : la nation arabe cherche à se défendre contre un environnement hostile et à refaire une unité brisée par l'intervention constante des grandes puissances. Le malentendu entre les Arabes et l'Occident viendrait du choc de ces deux visions difficilement conciliables.

Il se peut que ce discours arabiste ait trouvé son interprète le plus convaincant en Mahmoud Riad, officier égyptien pendant la première guerre israélo-arabe, ministre des Affaires étrangères sous Nasser et, ensuite, secrétaire général de la Ligue arabe. Riad a eu son premier poste politique comme directeur des renseignements militaires égyptiens à Gaza en 1948, auprès de 300 000 Palestiniens qui venaient de s'y réfugier. Il fera peu après partie de la délégation égyptienne à la rencontre de Rhodes, où est signé le premier accord d'armistice avec l'État hébreu, avant d'être nommé co-président de la commission permanente d'armistice. Dans ses *Mémoires*, Riad dit être parti de Rhodes avec « l'impression très forte que le conflit armé avec Israël était bel et bien terminé... et que les accords signés ressemblaient beaucoup plus à des accords de paix, qu'à de simples accords d'armistice » (vol. 1, p. 25).

Il n'en sera rien. Le conflit israélo-arabe va non seulement durer, mais aussi déterminer la conception que le nouveau régime d'après 1952 se fera du système international. Riad accorde une importance particulière à l'année 1955 où Nasser, ébranlé par l'attaque israélienne contre Gaza, le 28 février (38 militaires égyptiens y avaient trouvé la mort), va être de plus en plus obsédé par le renforcement de l'armée égyptienne, qu'il avait d'abord eu tendance à négliger. Il demandera à nouveau, et toujours sans succès, des armes aux pays occidentaux. Désespérant d'en obtenir, il en parle à Chou En Lai pendant la conférence de Bandoeng. Le dirigeant chinois avertit Moscou. En mai, l'Égypte est le premier pays de l'ensemble afro-arabe à reconnaître la Chine populaire. Quelques semaines plus tard, elle sera le premier pays à acheter des armes au bloc soviétique.

La suite est connue, de Suez (1956) à Suez (1967) à Suez (1973). Pour se prémunir contre la colère israélo-occidentale, le régime nassérien disposait de la convention de défense commune arabe signée sous le roi Farouk, le 13 avril 1950, et dont il avait hérité. L'esprit de ce « Pacte » était celui d'un non-alignement avant l'heure, car il visait à tisser des liens de solidarité contre toute agression extérieure, sans aucune autre qualification. C'était le premier refus réel de la doctrine Truman, c'est-à-dire des projets américains en vue de l'extension du conflit Est/Ouest à l'ensemble de la planète. L'Occident l'a d'ailleurs compris ainsi et, quarante jours plus tard, répondra par une déclaration tripartite (France - Grande-Bretagne - Etats-Unis), condamnant la course aux armements au Moyen-Orient, privant de ce fait les Arabes de la possibilité matérielle d'une revanche en Palestine. L'Égypte khédiviale avait aussi refusé de participer au projet du « Middle East Command », proposé par l'Occident en octobre 1951, et qui y associait la Turquie déjà « couverte » par la doctrine Truman.

Nasser ne remet pas en cause ces choix et Le Caire va persister dans une attitude foncièrement anti-britannique. Mais Moscou n'avait d'abord vu dans les Officiers libres qu'un groupe de militaires fascistes semblables à leurs homologues d'Amérique latine. La France (à cause de l'Algérie), les Etats-Unis (à cause d'Israël) vont, eux aussi, marquer quelque distance. Le rapprochement avec l'URSS n'en était pas pour autant inéluctable. C'est le refus d'armer l'Égypte et, surtout, l'activité fiévreuse des Occidentaux en vue d'« organiser » militairement la région contre l'URSS, et cela sans prendre la peine de résoudre les conflits purement régionaux, qui vont accélérer le processus conduisant à l'accord sur les armes tchèques de 1955.

Deux lignes vont apparaître. Riad oppose « la pactomanie » des uns au « neutralisme » des autres. Les premiers, avec Nouri as-Sa'ïd à leur tête, sont trop conscients de l'impuissance des Arabes pour croire aux vertus de leur unité. « Zéro + zéro, disait le Premier ministre irakien, feront toujours zéro. » Nasser (alors soutenu par les Saoudiens) voyait dans un éventuel pacte avec l'Occident un complot pour empêcher les pays arabes de se libérer, de s'unir, et de se constituer en force autonome. C'était bien un conflit opposant « dépendants » et « indépendantistes », et, au-delà, ceux qui voyaient la polarisation binaire Est/Ouest comme une fatalité planétaire, et ceux qui, au contraire, y voyaient un conflit réductible aux seuls pays euro-américains qui y étaient impliqués.

L'accord sur les armes tchèques (1955), Suez (1956), le renversement de la monarchie irakienne (1958), l'unité syro-égyptienne (1958-1961) vont consacrer le triomphe de l'indépendantisme. En Occident, la vision dominante était toutefois celle du *zero-sum game*, selon laquelle toute retraite de l'Occident équivalait nécessairement à un succès soviétique. Riad (vol. II, p. 110) est

encore une fois représentatif de la vue arabe, très peu idéologique, selon laquelle « rien n'indiquait, dans la région, une amélioration des positions soviétiques. Mais les erreurs graves commises par l'Occident donnaient à l'URSS des possibilités dont elle pourrait tirer avantage sans le moindre effort ». L'idée aura la vie dure et elle demeure centrale : sans les erreurs des Occidentaux, l'URSS n'aurait eu aucune chance dans le monde arabe. La conviction que l'orientation fondamentale, naturelle, des Arabes est en direction de l'Occident, est à peine voilée.

Il faudra donc du temps avant d'en arriver à penser que les Etats-Unis sont foncièrement hostiles au monde arabe. Riad avoue être resté assez sceptique lorsque son propre gouvernement accusait Washington en 1957, par exemple, de chercher à déstabiliser la Syrie. Il était encore influencé, alors, par l'attitude modératrice observée par les Etats-Unis lors de la crise de Suez. Les documents publiés à Bagdad après la chute de la monarchie, en 1958, vont le démentir. Mais Riad montre bien qu'il existait un a priori globalement positif au profit de Washington, renforcé ensuite par l'appui de Kennedy au régime républicain et pro-égyptien du Yémen. C'est l'administration Johnson (1963-1968) qui finira par détruire cette confiance lorsqu'elle décide de couper l'aide alimentaire à l'Egypte (1964), puis lors de la terrible défaite de 1967. Mais il faut croire que cet a priori demeurait bien solide : Sadate aura, à partir de 1972, beaucoup moins de peine que prévu pour réorienter l'Egypte dans un sens ouvertement pro-américain — initiative néanmoins perçue alors comme une surprenante volte-face.

Variantes et critiques

C'est que cette vue arabe dominante est généralement incapable d'expliquer pourquoi l'Occident fait autant d'erreurs au Moyen-Orient. Dans les années 50, elle avait tendance à présenter les Etats-Unis comme une puissance distante et ignorante, trop facilement manipulée par les vieilles puissances coloniales, mais capable, à certains moments (Suez 1956, Algérie 1958, Yémen 1962) de se détacher des machinations des Mollet et autres Eden. Ensuite, il a fallu expliquer ces « erreurs » par la montée du « lobby israélien » à Washington, idée implicite dans les années 60, mais que les gouvernements arabes pro-occidentaux vont imposer à l'ensemble du monde arabe après 1973. L'Union soviétique essayait, de son côté, de convaincre les Arabes que les machinations européennes des années 50, autant que le « lobby israélien », n'étaient que des prétextes pour une superpuissance impérialiste soucieuse de s'imposer sur l'ensemble de la planète. Cette vision très idéologique fera certes quelques adeptes mais le discours nassérien dominant ne va l'adopter qu'à son corps défendant. Plutôt que d'accepter le manichéisme soviétique d'une opposition organique, et en fait irrémédiable, entre le monde arabe et l'Occident, ce discours parlera du revanchisme américain, d'une volonté de punir, d'humilier, d'affaiblir les dirigeants de la renaissance politique arabe, toutes actions, après tout, réversibles.

Ce n'est qu'après la défaite de 1967 que Nasser dira que « ce sont les Etats-Unis qui nous combattent, et non Israël ». Il n'ira pas plus loin. En fait ce discours n'a jamais assimilé l'idée soviétique selon laquelle Israël n'est qu'un outil entre les mains des Américains, idée qui aurait exigé un alignement plus net sur Moscou, et une véritable transformation de la culture politique. Mais avec l'échec patent des tentatives pour l'établissement à Washington d'un

contre-lobby arabe, et surtout avec la transformation effective d'Israël en un « atout stratégique » (une expression chère à Reagan et Sharon) à l'avantage des États-Unis, l'idée selon laquelle le conflit israélo-arabe a toujours été ou, pour d'autres, est devenu d'abord un conflit entre les Arabes et l'Amérique, va réapparaître sous la plume d'auteurs peu susceptibles de sympathie pour l'URSS, comme Ibrahim Ibrahim ou Gamil Matar.

Cette vue arabe dominante exigeait, bien entendu, quelques conditions implicites. La première est que « l'idée arabe » soit acceptée par les premiers intéressés eux-mêmes, que « les intérêts supérieurs de la nation arabe » (comme on disait dans les années 60) ou « la sécurité nationale arabe » (comme l'on dit aujourd'hui) soient plus que des mots d'ordre idéologiques. Cette vue implique aussi l'existence d'institutions susceptibles de mettre en pratique ces intérêts communs (comme la Ligue arabe, ou un état-major militaire conjoint). Elle implique enfin l'existence d'une locomotive (l'Égypte) dynamisant l'ensemble, ce que les systémistes appellent « un sous-système régional hiérarchique ». Ces conditions ont rarement été réunies. Elles prêtent de surcroît le flanc à la critique de ceux qui voient dans ce discours un plaidoyer *pro domo* d'une Égypte nostalgique de la période où son influence régionale avait été dominante.

Au-delà de cette répudiation du locuteur lui-même, ce non-alignement peu musclé a été critiqué par de nombreuses écoles. Il y a d'abord ceux qui, comme Nouri as-Sa'ïd et Camille Chamoun, avaient adopté le point de vue occidental. Ceux-là ne percevaient pas, comme leurs tuteurs occidentaux, ce discours comme une position pro-soviétique voilée, mais comme une ligne irréaliste, aventurière, vouée à l'échec. Une autre école (illustrée par le wafdiste Wahid Ra'fat par exemple) n'hésitait pas à voir dans les non-alignés arabes autant d'agents de Moscou; mais cette école est restée marginale. A droite, on acceptait le discours dominant comme optimal (Riad relève soigneusement les innombrables cas où les rois de Jordanie ou d'Arabie saoudite se sont dits d'accord avec Nasser), mais on le trouvait irréaliste : soit parce qu'il privait les Arabes de l'occasion d'acheter des armes en Occident (Nouri as-Sa'ïd), soit parce que l'URSS est un mal aussi terrible, sinon plus, que l'Occident (le roi Fayçal), soit encore parce que le discours, juste dans son principe, cachait en réalité une stratégie de satellisation de ses voisins par l'Égypte (le roi Hussein).

Ce discours a été aussi critiqué à gauche, où l'on ressentait (en Syrie et en Algérie par exemple) la même gêne à l'égard d'une Égypte « sous-impériale ». Il y eut d'abord ceux qui, à l'instar de Moscou, se sont mis à douter d'un non-alignement qui pouvait rassembler Égyptiens et Saoudiens, Algériens et Marocains. N'y avait-il pas là une « modération » douteuse, un refus implicite de s'engager dans le combat anti-impérialiste, ayant « à sa tête l'URSS amie » comme disaient les communiqués des PC arabes dans les années 60? Plus tard, la critique viendra de ceux qui ont vu la *summa divisio* changer de points cardinaux — telle l'Algérie de Boumediène, marquée par un tiers-mondisme devenu farouchement économiste, et qu'a bien illustré la conférence extraordinaire de l'ONU sur les matières premières au printemps 1974.

Plus que par ces critiques verbales, le discours dominant a été en fait surtout entamé par le laminage des conditions nécessaires à son succès. Le Mouvement des non-alignés est devenu une espèce de fourre-tout sans âme, bien loin de son militantisme de Brioni (1961). Les locuteurs principaux (Égyptiens) du discours ont bien du mal à présenter leur pays comme une locomotive; moins à cause de l'ostracisme qui l'a frappé après la signature des accords de Camp David que du fait de son affaiblissement multiforme. L'URSS a reçu de grands coups un peu partout dans la région, ce qui la rendait incapable non seulement de jouer un rôle de contre-poids, mais même de se poser en « partie

intéressée ». La hausse des prix du pétrole a accru la dépendance à l'égard de l'Occident exportateur de technologie et importateur de pétrole et a renforcé la position des pays de la péninsule arabique. Le discours dominant, à défaut de s'inscrire dans la réalité, s'est alors mis noir sur blanc. Moins il était dominant, et plus il était répandu, mâché, rationalisé, modernisé. Sa répétition a fini par devenir une grande source de revenus pour les retraités de l'ère nationaliste, présents à tous les symposia et sur les pages de tous les journaux ; le discours n'en est pas devenu toutefois une simple écriture alimentaire : la nostalgie pour une ère perçue, à tort ou à raison, comme autrement digne, demeure vive.

Reste l'islamisme d'aujourd'hui. Ce courant, si critique à l'égard du « laïcisme » nassérien, paraît vouloir plutôt absorber son discours sur les relations internationales que vraiment le remplacer. L'islamisme (autant qu'il est possible de réunir sous ce vocable les différents courants religieux contemporains) se veut en effet une espèce de non-alignement intégral, affirmant, plus que sa neutralité, sa différence et son indifférence. L'islamisme condamne certes l'URSS pour son athéisme, mais se trouve incapable, par ailleurs, d'imaginer une espèce de croisade commune avec l'Occident : à cause d'Israël, d'abord, mais aussi des minorités chrétiennes arabes. S'il fallait, cependant comparer l'anti-américanisme des uns et des autres, les nationalistes arabes pourraient paraître autrement radicaux que les néo-islamistes, du fait de leur ouverture sur l'URSS et surtout de leur vision politique du conflit avec l'Occident, obscurci chez les islamistes par des considérations culturelles et religieuses.

Le retour de la géographie

Mais, loin des espoirs des nationalistes arabes et de leur discours, l'ère actuelle est bien celle de la désintégration du monde arabe en autant de sous-systèmes locaux, plus ou moins institutionnalisés. Les années 50 et 60 étaient saturées d'idéologie : les « progressistes », non-alignés, socialisants, sécularisants, s'opposaient alors aux « réactionnaires », pro-occidentaux, capitalistes et traditionalistes. Il y avait certes des nuances au sein de chacun de ces deux camps, et même quelquefois de véritables conflits (comme celui opposant l'Irak de Qassem à l'Égypte de Nasser). Il y avait aussi des gouvernements indécis sur la position à tenir. Mais, dans l'ensemble, les pesanteurs géographiques semblaient bien légères : de Bagdad à Alger, de Beyrouth à Khartoum, on était dans l'un ou l'autre des deux camps divisant le monde arabe et c'était bien cela l'essentiel.

On est loin, aujourd'hui de cette binarité. La géographie a eu sa revanche : les pays arabes paraissent prisonniers de leur environnement immédiat, et c'est en fonction de cette désarticulation que la réalité actuelle peut être appréhendée.

Commençons par le Golfe. Quatre phases se sont succédé ici. Dans un premier moment, les grandes puissances se conjugaient au singulier : la Grande-Bretagne avait défini une sorte d'axe vertical allant de Mossoul à Mascate, et l'avait placé sous sa protection. Elle commence par aider à la création de l'Irak moderne et à la défense de son intégrité territoriale. Elle va ensuite défendre Koweït contre les visées irakiennes, et Bahrein contre celles de l'Iran.

Elle s'institue aussi comme protecteur des principautés du Golfe contre l'expansionnisme territorial saoudien, cependant que la marine de Sa Majesté sillonne le Golfe lui-même. La France n'avait guère d'ambassades, l'URSS non plus (pour d'autres raisons) et Washington semblait faire confiance à la vigilance de ses compagnies pétrolières et à l'omniprésence séculaire de son allié britannique. Pour les Américains, le CENTO offrait, le long du « Northern Tier » (le « cordon Nord »), une protection crédible contre les incursions soviétiques, depuis la défaite de Staline en Iran (quand il a été obligé de se retirer d'Azerbaïdjan et de se résigner à la disparition de la « République de Mahabad »). Dans le Golfe proprement dit, les Américains prônaient « la primauté du lien économique » avec les pays de la région, euphémisme pour désigner l'exploitation — discrète — de leurs richesses, avec la complicité de Londres, loin de toute préoccupation quant à leur avenir politique.

La Grande-Bretagne, traditionnel gardien du Golfe, mais désormais privée de sa dimension impériale, allait bientôt se retirer : d'Irak avec la chute de la monarchie (1958), d'Aden avec la naissance de la RDPY (1967) et du Golfe, par décision unilatérale d'un gouvernement travailliste au bord de la faillite (1968, exécution du retrait en 1971). C'est le deuxième moment, qui s'ouvrait sur « un vide », peu perçu dans la région elle-même (le dire constituait presque une atteinte à la virilité des dirigeants locaux), mais ressenti de façon quasi obsessionnelle à Washington. Pour le remplir, les Etats-Unis, alors fortement engagés au Vietnam, ne pouvaient envoyer que des forces symboliques. Il fallait donc compter sur les forces régionales, que l'on aiguillait en grossissant exagérément le danger soviétique à partir de l'Irak et du Sud-Yémen. L'alternative officielle américaine au « vide », fut donc la théorie des « deux piliers » (saoudien et iranien) pour le maintien du statu quo. Le rapprochement entre les deux monarchies avait commencé en 1965 pour contrer le nassérisme. Il pouvait maintenant avoir des objectifs plus « nobles ».

Les Iraniens ont applaudi à l'avènement de cette ère, d'autant plus que le prétendu « pilier » saoudien avait fort peu de moyens d'intervention. Avec une complicité américaine que Kissinger-Sisco (alors en pleine politique de « vietnamisation » du conflit indochinois) finirent par avouer, l'Iran va interpréter la politique des « deux piliers » comme une simple couverture à sa propension historique à l'intervention au-delà des eaux peu profondes du Golfe. L'armée iranienne va ainsi tester régulièrement ses muscles contre l'Irak, tenter d'annexer Bahrein, occuper trois îlots appartenant aux Emirats arabes unis, mater la rébellion du Dhofar (Oman). Vers la fin de son règne, le Shah se dotait de navires de débarquement, menaçait d'intervenir dans la Corne de l'Afrique et inspirait un rapport de la commission sénatoriale américaine sur l'énergie (« Access to Oil ») qui prévoyait (étrange application de la théorie des deux piliers) la protection des puits saoudiens par l'armée du Shah. Les Arabes du Golfe, soupçonneux à l'égard d'un Irak socialiste et ba'thiste et privés d'un contrepoids par leur refus d'avoir des relations diplomatiques avec l'URSS, semblaient se contenter de demander aux Américains de calmer quelque peu l'activisme sous-impérial d'un Shah devenu trop encombrant.

Nul doute que la révolution iranienne a donné quelque répit à des gouvernements agacés par l'interventionnisme de Téhéran. La guerre irako-iranienne allait vite éclater, une guerre difficilement modulable sur le conflit Est-Ouest. L'Iran nouveau était foncièrement non-aligné : « Ni Est, ni Ouest », clamaient les foules, « mais révolution islamique ». L'Irak, de son côté, se préparait à recevoir le Sommet des Non-alignés à Bagdad, et avait pris ses distances (en janvier 1980) avec l'URSS en proposant « une charte pan-arabe » ouverte aux pays de la péninsule, en condamnant l'intervention soviétique en Afghanistan, et en

expulsant ses communistes du gouvernement. La guerre éclatait donc entre deux pays également non-alignés, l'un suivant la vieille formule neutraliste et indépendantiste, et le second en proposant une troisième voie islamique. Les pétro-monarchies du Golfe, elles, trouvaient le moment opportun pour créer un Conseil de coopération (le CCG) dont le principal mérite, de leur point de vue, était d'être fermé aux deux belligérants.

Cette troisième phase, celle de la guerre, est aussi celle de l'absence relative des grandes puissances. L'URSS continuait certes à fournir l'Irak en armes et avait été soulagée de voir se briser l'alliance irano-américaine. Les Etats-Unis conservaient tout leur poids économique, étendaient leur parapluie protecteur sur le CCG et renforçaient quelque peu leur présence en Oman. Mais la guerre se faisait en termes propres à la région et les grandes puissances, tant que les deux dirigeants ennemis, également ombrageux, se neutralisaient, ne semblaient pas s'inquiéter outre mesure. L'URSS pouvait espérer voir l'islamisme pris en défaut, l'Irak devenir encore plus dépendant de Moscou pour son armement; elle pouvait peut-être même espérer jouer un jour un rôle semblable à celui joué en 1966 pour la résolution du conflit indo-pakistanaï sur le Cachemire (celui d'un arbitre, ou du moins d'un médiateur influent), Washington, de son côté, avait implicitement adopté le point de vue israélien selon lequel plus cette guerre durait, mieux cela valait. Sauf pour les belligérants eux-mêmes, cette guerre indirectement contrôlée par les grandes puissances, en tant qu'exportateurs d'armes, semblait être bénéfique à suffisamment d'acteurs pour ne pas s'arrêter.

Les succès militaires iraniens, surtout après la prise de Fao et l'escalade dans la guerre des tankers, ont ouvert la voie à une quatrième phase où allait s'accroître la présence des grandes puissances. Le scandale de l'"Irangate" a levé le voile sur les efforts israéliens visant à impliquer les Etats-Unis aux côtés de l'Iran. Mais c'est le Koweït qui a fait le pas décisif vers une internationalisation du conflit en appelant les membres permanents du Conseil de sécurité à protéger le passage des pétroliers à travers le Golfe (dix tankers attaqués par mois en moyenne au printemps 1987). La France, la Grande-Bretagne et la Chine (pour des raisons différentes) ont d'abord refusé de répondre à l'appel. Les Etats-Unis, en plein scandale de l'"Irangate", ont donné d'abord une réponse trop ambiguë pour être crédible. L'URSS, elle, a saisi rapidement l'occasion. Les Etats-Unis ne pouvaient plus tergiverser, sans prendre le risque de voir Moscou protéger unilatéralement un pétrole produit par des pays pro-occidentaux et destiné, dans sa grande majorité, à des consommateurs occidentaux (*).

A Koweït, l'exaspération l'avait emporté sur une prudence exemplaire dans toute la région. L'émirat, globalement (et inévitablement) pro-irakien, se voyait soudainement menacé par l'Iran dont les pasdarans occupaient Fao, dont les sympathisants multipliaient les coups de feu à Koweït même, et dont la marine s'acharnait contre les pétroliers koweïtiens. Fidèles à la tradition de cheikh Mubarak qui, en 1898, avait scellé un accord secret avec la Grande-Bretagne pour protéger la très vulnérable autonomie de son émirat dans l'empire ottoman, les dirigeants de Koweït ont fait appel à des puissances mondiales pour les protéger contre les attaques des puissances régionales. Ce faisant, le Koweït prenait l'initiative de montrer publiquement que la défense des pétro-monarchies au sein du seul CCG n'était qu'un leurre, face à deux belligérants bien plus

(*) A l'été 1987, Washington va envoyer une flotte impressionnante dans le Golfe, accepter de voir le « Stars and Stripes » flotter sur onze pétroliers koweïtiens, et menacer l'Iran de représailles en cas d'attaque. Londres et Paris, ayant manqué au printemps une belle occasion d'action européenne indépendante, vont bientôt changer d'opinion et envoyer leurs démineurs et porte-avions dans le sillage de ceux de Washington.

aguerris. Les « deux piliers » avaient été un mensonge, « la sécurité assurée par les riverains » (mot d'ordre initial du CCG) s'en révélait un autre. Koweït a passé outre aux hésitations saoudiennes. Comme Mubarak un siècle plus tôt, l'émir a compris que la balance des forces régionales lui serait toujours défavorable, que la guerre devenait dangereuse et que la paix s'annonçait, pour les pétro-monarchies du moins, bien coûteuse.

Mais pourquoi réintroduire l'URSS dans l'équation ? Essentiellement parce que ce pays paraît avoir une attitude claire (hostile) sur le fondamentalisme islamique, autant que sur l'expansionnisme iranien. Les Etats-Unis sont autrement ambigus sur ces deux chapitres. Ainsi, dans le temps même où Washington déclarait imposer un blocus des livraisons d'armes à l'Iran et demandait à ses alliés d'en faire autant, des armes étaient secrètement acheminées vers l'Iran, avec une forte complicité israélienne. Des ventes de matériel électronique (et même militaire, s'il fallait croire *Novosti*) avaient encore lieu au printemps 1987. En Egypte, Washington avait encouragé Sadate à jouer l'apprenti sorcier en réveillant le courant islamiste pour l'utiliser contre la tradition nassérienne. Au Soudan, Nimeiry, un autre protégé de Washington, avait présidé à une énorme et sanglante mascarade religieuse sans être inquiété par son protecteur. Sans même parler de l'intérêt que Washington avait déjà montré, vingt ans plus tôt pour l'idée d'une alliance islamique. Bref, alors que l'URSS pouvait faire pression sur l'Iran et goûtait peu son islamisme (pour des raisons à la fois propres à l'URSS et idéologiques), Washington avait choisi l'ambiguïté. Les avions AWACS vendus à l'Arabie saoudite en devenaient inutiles, et les cinq destroyers et frégates battant pavillon américain dans le Golfe superflus. Qui plus est, la Chine faisait de grosses livraisons d'armes à l'Iran, dont des missiles HY-2.

Alors que l'Arabie saoudite (qui a tout de même envoyé trois ministres en deux ans en visite à Moscou) tergiversait, le Koweït, situé en première ligne, disait clairement son impuissance, son manque de confiance dans la seule protection américaine, et sa conviction que la menace soviétique, quoique « réelle », n'a jamais été « primordiale ». Pour les pays du Golfe, et les pays arabes en général, la menace la plus déterminante depuis la fin de l'ère coloniale a toujours été régionale. Aucun de ces pays n'est limitrophe de l'URSS. Certains gouvernements la considèrent comme une puissance amie, et tous ont en mémoire les barrages d'Assouan et de Tabqa (Syrie). Le Koweït, quant à lui, avait déjà ouvert une ambassade à Moscou, à qui il a ensuite acheté des armes. Oman et les Emirats ont suivi (en 1985) son exemple. A un Occident sourd, ces pays disaient que leur crainte d'Israël était à présent doublée d'une panique face à l'expansion militaire et idéologique de l'Iran. Bien plus grave, l'idée d'un condominium irano-israélien commençait à germer, bientôt renforcée par les révélations troublantes de l'"Irangate".

Le « come back » de l'URSS

La situation dans le Golfe n'est certes pas représentative de l'ensemble régional. Un grand courant favorable à un rôle soviétique plus actif dans la région est cependant partout perceptible.

En Egypte, l'intelligentsia appelle à un rééquilibrage des relations extérieures vers un retour rapide dans la famille arabe et un non-alignement plus net. Au Liban, la collusion israélo-américaine est telle, et la pression syrienne est si pesante que l'idée d'un rôle soviétique plus actif pour contrebalancer Israël et pour alléger la pression syrienne a fait son chemin, notamment dans les milieux chrétiens. Au Soudan, le soutien américain à Nimeiry suscite encore une large hostilité à l'égard de Washington. L'Irak pourrait vite succomber sans les armes soviétiques.

La Syrie pose bien entendu un problème particulier. L'URSS est loin d'avoir donné son aval aux choix du président Assad au Liban, dans la guerre irano-irakienne, ou dans la crise de l'OLP. Un rappel à l'ordre était nécessaire, surtout au vu des réticences connues des théoriciens soviétiques (Karen Brutents par exemple) (*) en ce qui concerne la nature du régime syrien. L'URSS paraît aujourd'hui avoir assez d'amitiés arabes pour pouvoir influencer plus efficacement le comportement syrien dans un sens moins sectaire.

Ce « retour » de l'URSS n'est pas dû à un engouement subit pour le modèle établi à Moscou, et encore moins à une remontée des forces socialistes arabes. Il a été facilité par la chute des prix pétroliers, et donc par l'affaiblissement concomitant de l'influence des pays conservateurs du Golfe. Le scandale de l'"Irangate" l'a hâté. Mais le point essentiel est à chercher dans le parallélisme graduellement établi par Moscou entre ses propres positions et celles des gouvernements arabes. Ayant déjà, globalement, la sympathie de l'intelligentsia moderniste d'opposition, l'URSS est à présent perçue par les dirigeants eux-mêmes comme une puissance, sinon amie, du moins relativement influente et, surtout, partageant avec les Arabes ce que ces derniers appellent leurs « intérêts supérieurs ».

En schématisant, voici ce que l'on pourrait dire. La position majoritaire dans le monde arabe considère l'OLP comme le représentant légitime des Palestiniens et estime qu'elle doit être unie, en vue d'être reconnue par ses ennemis. L'URSS, après quelques hésitations en 1983-84, s'y est fermement employée, aidée par l'Algérie. Le monde arabe, dans sa majorité, trouve la position syrienne à l'égard de l'OLP et de l'Irak, assez sectaire. L'URSS, ne souhaitant pas s'en tenir à une relation que la Syrie cherchait à rendre exclusive, œuvre à une réconciliation syro-palestinienne, et même à un rapprochement irako-syrien. Le monde arabe, dans sa majorité — et plus particulièrement les pays arabes du Golfe — ne voudrait pas voir l'Irak s'effondrer devant les coups de boutoir iraniens. L'URSS, après des réserves exprimées en 1981-82, a été, et de très loin, le principal soutien de l'armée irakienne. Les Arabes trouvent que l'utilisation par Washington d'Israël comme atout stratégique doté d'armes nucléaires, invité à participer aux recherches sur l'IDS et reconnu comme partie intéressée à tous les conflits de la région, est un véritable désastre. L'URSS, reconnaissant que cette évolution sert grandement les intérêts américains, ne pense pas autrement. Les Arabes, de surcroît, pensent que l'URSS pourrait jouer un rôle modérateur sur Israël et ne sont donc pas, dans leur majorité, opposés à un rétablissement des relations diplomatiques israélo-soviétiques. Les Arabes (surtout leurs gouvernements) trouvent que le militantisme islamiste est déstabilisant, l'URSS ne les contredit pas. Les producteurs arabes de pétrole voudraient voir ses prix monter, et cela est du goût de Moscou.

Les gouvernements arabes, même très conservateurs, en sont donc venus à croire qu'après tout, Arabes et Soviétiques avaient, sur les questions essentielles, des vues bien similaires. L'Afghanistan continue certes de les séparer, mais

(*) Il est adjoint au chef de la section internationale du Comité central depuis 1976. NDLR.

les scénarios alarmistes de 1980-81 se sont effilochés et, plutôt que d'utiliser l'Afghanistan comme base avancée pour attaquer le Golfe, l'Armée rouge s'y est bel et bien embourbée. Le Sud-Yémen est un autre problème, mais l'URSS ne manque pas une occasion pour suggérer qu'il n'en serait plus un, le jour où sa présence dans la région serait banalisée (offre déjà lancée par Brejnev dans ses « propositions de New Delhi »). Quant aux communistes arabes, et autres pro-soviétiques, force est de constater que nulle part dans la région, ils ne paraissent sur le point de constituer une véritable force de déstabilisation.

A ce parallélisme des vues (qu'aucune partie arabe ne peut prétendre trouver à Washington), s'ajoute l'épineuse question des armes, dont la région est un grand importateur. Les Arabes, à cause du mauvais souvenir de leurs défaites, et aussi de leur propension, depuis 1973, à rechercher les gadgets occidentaux les plus clinquants, ne sont pas à nouveau sous « l'effet Sputnik ». Ils demeurent très sceptiques sur la qualité de la technologie militaire soviétique, mais leur propre retard technologique et leurs échecs répétés dans ce domaine (en comparaison avec Israël par exemple) les amènent à plus de modestie, surtout depuis que la source américaine s'est pratiquement tarie.

En fait, jamais le déséquilibre entre Moscou et Washington n'a été aussi grave en matière de livraison d'armes. L'opposition systématique et réussie du « lobby » israélien a rendu les ventes d'armes américaines, même à des pays comme l'Arabie saoudite et la Jordanie, presque impossible (*). Le roi Fahd, engagé dans une requête pour un contrat de près de 6 milliards de dollars, se résigne à accepter des pièces de rechange pour moins de 5 % de ce volume financier, et à demander l'autorisation du président Reagan pour acheter ses avions à Londres ou à Paris! Le roi de Jordanie est contraint de fixer ses missiles Hawk sur des assises en béton pour qu'il ne puisse pas les mouvoir sur le front avec Israël. Amine Gemayel, lui-même, est contraint de payer comptant, et à un prix déraisonnable, les munitions pour les militaires qui lui sont restés fidèles. Sans parler des F-15 refusés à l'Arabie, des F-16 refusés à la Jordanie, tant d'autres « non » humiliants, et de « oui » vite retirés sans excuses par la Maison Blanche, alors que la supériorité militaire d'Israël, déjà écrasante, se transformait en une suprématie pure et simple! Cependant, les Etats-Unis répondaient à toutes les demandes d'Israël, souvent sans contrepartie financière réelle.

Par contre, l'URSS d'Andropov, en 1982-83, a réarmé la Syrie en quelques semaines. Damas a reçu des SAM-5 (une première en dehors du Pacte de Varsovie) et même des SS-21. L'Irak a été le bénéficiaire constant d'armes, dont des chars T-72, fabriqués en Pologne. L'Algérie a été dotée en 1987 d'importantes livraisons. L'URSS (qui avait vendu à la Libye pour plus de 10 milliards de dollars d'armes), en offre maintenant à qui veut bien en acheter : à Koweït (qui le fit), à la Jordanie (qui y vient) et même à l'Arabie saoudite. Pour qui sait, depuis la déclaration tripartite (1950), le conflit Nasser-Nouri, l'affaire des armes tchèques (1955), combien la question est délicate, il n'y a pas de doute que les Arabes sont de nouveau acculés à voir dans la vente d'armes le signe d'amitié par excellence. On ne s'étonnera pas alors que, à l'occasion du XX^e anniversaire de la guerre de juin 1967, *Novosti* « révèle » qu'à cette époque, l'aviation américaine avait soutenu celle d'Israël, en participant partiellement aux combats.

Ces facteurs ont, ensemble, favorisé le « retour » de l'URSS. Ce retour devient de plus en plus clair dans le Golfe où il s'agit d'ailleurs plus d'une entrée que

(*) Seule l'Egypte (mais ses moyens sont limités) « protégée » par les accords de Camp David, a pu se doter, sous Reagan, d'armes américaines, d'une manière substantielle.

d'un « comeback ». Il s'illustre aussi dans le cadre du conflit israélo-arabe où, après une décennie d'initiatives américaines unilatérales, l'idée d'une conférence internationale s'est de nouveau imposée. Cela est, bien entendu, un succès pour l'URSS, mais il ne faudrait pas en conclure à un empressement soviétique immodéré pour voir cette conférence réunie. Maintenant que l'URSS est, de nouveau, considérée comme « partie intéressée », elle semble vouloir éviter une répétition de 1974 où, lors d'une conférence réunie à Genève, A. Gromyko avait dû se contenter d'un rôle purement cérémonial à la séance inaugurale, vite suivie de négociations israélo-arabes indirectes exclusivement orchestrées par Henry Kissinger.

Un système régional fortement marqué par des interférences extérieures

Quelques réflexions de nature plus générale, voire historique, s'imposent enfin. La première, c'est que le Moyen-Orient est un système régional très fortement pénétré par les puissances extérieures, peut-être plus que toute autre région du monde. La dislocation de l'empire ottoman en avait fait une dépendance européenne. Son incapacité ultérieure à s'organiser autour d'un nouveau pôle, la création de l'Etat d'Israël, la prolifération d'« Etats » dits souverains, et bien fragiles, ont encore aggravé sa vulnérabilité aux interférences extérieures. Le monde arabe, de loin la partie la plus importante au Moyen-Orient, est divisé, technologiquement retardataire, politiquement instable. La polarisation Est/Ouest ne s'est jamais vraiment reflétée en son sein, mais la compétition inter-arabe pour l'influence (qui est, pour les régimes en place, un combat pour la survie) ne pouvait qu'encourager une telle polarisation. Les appels à une solidarité même minimale, partis surtout de Riyadh au cours de la décennie écoulée, sont demeurés sans écho. Ils étaient d'ailleurs incapables d'influencer les « amis » américains de Riyadh, sourds au monde arabe, même réuni sous bannière saoudienne.

La polarisation n'est pourtant pas inéluctable : l'acuité des conflits régionaux est telle qu'ils paraissent comme immunisés à leur manipulation par les grandes puissances.

Le conflit israélo-arabe, la guerre Irak-Iran ou les innombrables inimitiés arabes plongent leurs racines dans une histoire antérieure au conflit Est/Ouest, et sont mus par une dynamique propre, fortement déterminée par la culture politique locale. Mais la région paraît incapable d'aller plus loin, c'est-à-dire de s'organiser pour garder à ses passions, à ses conflits, à ses ambitions, des dimensions régionales. Apparaît alors, dans toute sa clarté, la concomitance entre cette pénétration extérieure et les Etats-Nations d'aujourd'hui, marqués par le péché originel de leur baptême par les puissances coloniales, affaiblis par leurs dimensions étriquées et par la nostalgie lancinante d'époques où l'unité politique du califat ou des royaumes était la seule garantie véritable contre l'influence étrangère.

Dans une zone si vulnérable, l'idée que la présence d'une grande puissance suscitait nécessairement l'arrivée de l'autre a longtemps prévalu. Cette thèse paraît a posteriori bien contestable. Si l'entrée de l'URSS n'était pas, dans les

années 50, inéluctable, son retour aujourd'hui l'est encore moins. Le monde arabe demeure très dépendant de l'Occident, et paraît majoritairement prêt à s'aligner sur lui. Les forces franchement anti-occidentales sont demeurées secondaires et si les organisations marxistes sont marginales, le radicalisme islamique paraît bien ambigu. La création d'un « front anti-impérialiste » est restée un vœu pieux.

En fait, dans les deux décennies qui ont suivi la défaite arabe de 1967, l'Occident disposait de beaucoup d'atouts. Ce qu'il en a fait est une autre question. De nombreux Arabes étaient irrités par la vue sadatienne selon laquelle « 99 % des cartes se trouvaient dans les mains de l'Amérique ». Cette irritation n'a pas donné naissance à de véritables alternatives : si on ne s'alignait pas sur l'URSS, on avait le choix entre une unité impossible, un mouvement des Non-alignés sans consistance, et les mirages d'un « dialogue » avec l'Europe.

Entre 1967 et 1987, les Etats-Unis ont eu une période exceptionnelle d'influence sur le monde arabe. Les régimes étaient stables, les monarchies étaient acquises et les républiques devenaient étrangement « modérées ». La manne pétrolière d'après 73 est repartie en Occident après avoir « apaisé » la région. Les Etats-Unis cherchaient et obtenaient un rôle unilatéral dans la solution du conflit israélo-arabe. Avec tous leurs défauts, les accords de Camp David tenaient bon, les aventures de Kadhafi tournaient au ridicule, l'OLP s'enlisait au Liban, et les conseillers soviétiques faisaient leurs valises. Mais, pendant vingt ans, les Etats-Unis, devenus quasiment maîtres de la région, ont louvoyé entre deux options : surarmer Israël ou l'aider dans sa stratégie d'accords bilatéraux. Les Arabes, surtout les plus pro-américains parmi eux, se sentent maintenant floués. Rien n'indique cependant qu'en dehors d'une plus grande ouverture « officielle » à l'URSS, et des débordements d'un mouvement islamiste assez ambigu dans ses options internationales, le monde arabe ait élaboré une vision plus déterminée, plus efficace aussi, de son indépendance.

Les Arabes se demandent encore quel est, de leur point de vue, le statut optimal des relations soviéto-américaines. La détente leur avait donné des sueurs froides et l'ère Kissinger donnait l'impression que leur défaite de 1967 allait être aggravée par un « lâchage » soviétique de leur cause, au moment où ils avaient le plus grand besoin de rétablir un meilleur équilibre à leur profit. Mais le retour à une certaine « guerre froide », même nuancée, comme la doctrine Reagan l'impliquait, n'augurait pas de meilleurs résultats : Washington choisira nécessairement Israël et le confirmera comme son pivot régional. Plus l'Est/Ouest est tendu, et plus les Arabes risquent d'en faire les frais.

C'est pourquoi les écrits arabes regorgent d'analyses absolument contradictoires sur l'état optimal des relations Est/Ouest. Certains applaudissent à la détente, d'autres ne souhaitent que la confrontation. Il est un fait, c'est que les Arabes, affaiblis et désunis, seraient incapables de tirer avantage de l'une ni de l'autre de ces deux situations.

Cette impuissance rend dérisoire l'idée qui veut que, après tout, les petites puissances peuvent toujours manipuler les grandes. Largement illustrée par les relations israélo-américaines, cette thèse paraît à l'inverse bien fragile à l'examen des rapports des Arabes avec les deux grandes puissances. Il est très difficile de dire que les Arabes peuvent manipuler les équivalents soviétiques du Congrès américain, des médias new-yorkais, ou d'une opinion occidentale encore sensible à l'Holocauste. Il est difficile de penser à des « Pollard » syriens volant les secrets du KGB et à tous les cas, réels ou supposés, de

« double loyalty » dans l'administration américaine (*). Certaines initiatives arabes peuvent être prises sans l'accord de Moscou, ou contre son avis — comme l'entrée des troupes syriennes au Liban ou l'offensive irakienne contre l'Iran. Mais l'URSS a pu ensuite rappeler les limites géographiques et pratiques des traités d'amitié qui la liaient à Damas et à Bagdad.

En fait, la « manipulation de l'URSS par les Arabes » paraît être une idée en fausse fenêtre qui sert d'abord à légitimer l'influence d'Israël sur l'establishment américain. Cette influence est devenue, sous Reagan, irrépressible. Force est donc de constater que leur « modération » depuis 1973, a fort peu servi les Arabes. A peine s'étaient-ils détachés de l'URSS, que Washington les privait d'armes et de soutien. Ont-ils applaudi à la déclaration de Venise que la voilà gelée. Alors que leur « lobby » à Washington n'était qu'une idée sans conséquence, le « lobby » sioniste devenait tout-puissant, peut-être au-delà de ce que Israël lui-même aurait souhaité.

Aujourd'hui, les Arabes sortent lentement de ce que Heikal a un jour appelé « l'ère saoudienne », et qui s'est révélée être bien amère. Les « pays à population » reprennent lentement leur place face aux « pays à ressources », et les Arabes « pauvres » recommencent à hausser le ton face aux « riches ». Samir Amin a sans doute raison de dire que la politique étrangère d'un pays n'est, après tout, que le reflet de la nature du pouvoir qui y est installé. « L'ère saoudienne » aura donc été celle où les Arabes ont mis entre parenthèses leurs vieilles questions sur la nature des pouvoirs qui les gouvernent, au profit d'une « solidarité » mensongère entre gouvernements. Ils paient, aujourd'hui, le prix de ce silence.

Ghassan SALAMÉ

Ouvrages cités en référence

- Karen BRUTENTS : *National Liberation Revolutions Today*. Moscou, Progress, 1977, 2 vol.
- Karen BRUTENTS : *Newly Free Countries in the Seventies*. Moscou, Progress, 1983.
- M.H. HEIKAL : « Egyptian Foreign Policy », in *Foreign Affairs*, vol. 66 n° 2, 1978.
- Mahmoud RIAD : *Mudhakkarât Mahmoud Riad*. Le Caire, Dar al-Mustaqbal al-'Arabi, vol. 1 (2^e édition, 1985), et vol. 2 (1^{re} édition, 1986).

*
**

ANNEXE : QUELQUES REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES RÉCENTS

Sur les grandes puissances et le Moyen-Orient

The Arms Trade : *Journal of International Affairs*, vol. 40, n° 1, 1986.

The Powers in the Middle East : the ultimate strategic arena, Bernard Reich ed., New York, Praeger, a div. of Greenwood, 1986 (c1987).

(*) Voir ci-dessus l'article de M. HUDSON.

Superpower Involvement in the Middle East. Dynamics of Foreign Policy, Paul Marantz, Blema S. Steinberg ed. Boulder CO/London, Westview Press, Westview Special Studies in International Collection, 1985.

L'Union Soviétique

Alexander J. BENNETT : « Arms Transfer as an Instrument of Soviet Policy in the Middle East », in *The Middle East Journal*, Automne 1985.

Alexandre BENNINGSEN : « La "stratégie islamique" du Kremlin », in *Politique internationale*, Hiver 1986/87.

Moshe EFRAT : « L'aide militaire soviétique au Tiers-Monde », in *Politique étrangère*, Automne 1985.

S. GANGULY & R. KANET : « Soviet Strategy in Southwest Asia and the Persian Gulf region », in *Crossroads*, n° 20, 1986.

H. GELMAN : « L'Union soviétique dans le Tiers-Monde : Bilan et perspectives », in *Politique étrangère*, Été 1986.

Mark N. KATZ : **Russia and Arabia** : Soviet Foreign Policy toward the Arabian Peninsula. Baltimore & London, The Johns Hopkins University Press, 1986.

Rashid KHALIDI : « Arab Views of the Soviet Role in the Middle East », in *The Middle East Journal*, Automne 1985.

M. LAVIGNE : « Comment on the Economic Dimension of Soviet Interaction with the Third World », in *Soviet Economy*, vol. 2, juil.-sept. 1986.

P. RAMET : « The Soviet-Syrian Relationship », in *Problems of Communism*, sept.-oct. 1986.

Duygu B. SEZER : « Peaceful Coexistence : Turkey and the Near East in Soviet Foreign Policy », in *The Annals*, septembre 1985.

A. TIRASPOLSKY : « Est - Moyen-Orient : Quinze ans d'échanges économiques avec l'Iran, l'Irak, la Syrie », in *Le Courrier des Pays de l'Est*, Paris, La Documentation française, n° 318, mai 1987.

Les Etats-Unis

Frederick W. AXELGARD : **US-Arab Relations : The Iraq Dimension**. Washington, National Council on US-Arab Relations, 1985.

Duncan L. CLARKE : « Why State Can't Lead », in *Foreign Policy* n° 56, Printemps 1987.

Nabeel A. KHOURY : « The Arab Lobby : Problems and Prospects », in *The Middle East Journal*, Été 1987.

Bruce KUNIHOLM : « Retrospects and Prospects : Forty Years of US Middle East Policy », in *The Middle East Journal*, Hiver 1987.

David E. LONG : **The United States and Saudi Arabia** : Ambivalent Allies. Boulder, CO, Westview Press/Middle East Research Institute, University of Pennsylvania, Middle East Research Institute Special Studies n° 3, 1985.

Thomas L. Mc NAUGHER : **Arms and Oil. US Military Strategy and the Persian Gulf**. Washington, The Brookings Institution, 1985.

Soheir A. MORSY : « US Aid to Egypt : an Illustration and Account of US Foreign Assistance Policy », in *Arab Studies Quarterly*, vol. 8 n° 4, Automne 1986.

Nimrod NOVIK : **The United States and Israel** : Domestic Determinants of a changing U.S. Commitment. Boulder CO/London, Westview Press/Jaffee Center for Strategic Studies, Tel-Aviv University, 1986.

William B. QUANDT : « Reagan's Lebanon Policy : Trial and Error », in *The Middle East Journal*, Printemps 1984.

William B. QUANDT : **Camp David : Peacemaking and Politics**. Washington, The Brookings Institution, 1986.

Gary SICK : **All Fall Down : America's Tragic Encounter with Iran**. London, Penguin Books, 1986.

Steven L. SPIEGEL : **The Other Arab-Israeli Conflict : making America's Middle East Policy, from Truman to Reagan**. Chicago, Ill., University of Chicago Press, 1985.

Marvin G. WEINBAUM : « Dependent Development and US Economic Aid to Egypt », in *International Journal of Middle East Studies*, mai 1986.

Sur la sécurité régionale

Emile A. NAKHLEH : **The Gulf Cooperation Council : Policies, Politics and Prospects**. New York, Praeger 1986.

Roger F. PAJAK : **Nuclear Proliferation in the Middle East : Implications for the Superpowers**. Washington D.C., US Government Printing Office, National Defence University (National security affairs monograph series; 82-1), 1985.

Regional Security in the Middle East, Charles Tripp ed. New York, St. Martin's Press, Adelphi Library Series, 1984.

Le conflit israélo-arabe

Alternative Approach to the Arab-Israeli Conflict : a Comparative Analysis of the Principal Actors, Michael Hudson ed. Washington D.C., Center for Contemporary Arab Studies, Georgetown University, 1984.

Aaron David MILLER : « The Arab-Israeli Conflict 1967-1987 : a retrospective », in *The Middle East Journal*, vol. 41, n° 3, Été 1987.

Security or Armageddon. Israel's Nuclear Strategy. Louis René Beres ed. Lexington Books, D.C. Heath and Company/Lexington, Massachusetts/Toronto, 1986.

Le conflit du Golfe

Mazher A. HAMEED : **Saudi Arabia, the West and the Security of the Gulf**. Londres, Croom Helm, 1986.

« **Iran-Irak : la diplomatie du conflit** ». *Politique étrangère*, 2/87, Paris, Institut français des relations internationales, 1987.

Efraim KARSH : « **The Iran-Iraq War : a Military Analysis** », *Adelphi Papers* n° 220, Printemps 1987.

Gary SICK : « Iran's Quest for Superpower Status » in *Foreign Affairs*, Printemps 1987.